

Commune de Genolier

Au Conseil communal de Genolier

Genolier, le 25 septembre 2012

PREAVIS N° 21/2012

concernant l'arrêté d'imposition communal
pour l'année 2013

Délégués municipaux

Jean Zucchello, municipal
Florence Rattaz, syndique

Commission chargée de l'étude

Commission des finances

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

1 - Préambule

L'actuel arrêté d'imposition de notre commune, valable pour l'année 2012 a été adopté par le Conseil communal en date du 31 octobre 2011 et approuvé par le Conseil d'Etat le 1^{er} décembre 2011. Son échéance est fixée au 31.12.2012.

L'article 23 de la LIC (Loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux) ainsi que l'article No 108, chiffre 2 du règlement du Conseil communal prévoient que les arrêtés d'imposition doivent être soumis à l'approbation du Conseil d'Etat avant le 30 septembre de chaque année.

A la suite d'un courrier de la Préfecture du 24 juillet 2012, celle-ci nous informe que ce délai est porté au 2 novembre 2012. Il est donc nécessaire d'élaborer et d'adopter un nouvel arrêté d'imposition d'ici à la date-limite du 2 novembre 2012.

2 - Stratégie

La Municipalité a le devoir de vous présenter l'arrêté d'imposition dans le délai légal, ce qu'elle fait à travers ce préavis. En fonction des informations en sa possession à ce jour, elle a décidé de vous proposer un taux équivalent aux taux actuel (55 cts), sans modification extraordinaire puisqu'il n'y a pas de bascule canton-commune ou commune-canton prévue en 2013. Ensuite seulement elle informera la commission des finances des projections budgétaires définitives dans la 1^{ère} moitié de novembre.

3 – Elaboration du budget provisoire

L'élaboration du budget 2013 est en préparation avancée. Comme les années précédentes, nous ne sommes pas en mesure de vous présenter le document définitif en même temps que le préavis du taux d'imposition.

En tenant compte des chiffres de la nouvelle péréquation reçue de l'Etat et les points 6 et 7 de ce préavis, tout en tenant compte des recettes aléatoires estimées par la Municipalité, le budget 2013, à ce stade devrait être équilibré.

4 – Fixation du taux d'imposition

La fixation du taux d'imposition est une décision importante dans le cadre de la gestion des finances d'une commune.

Celui-ci tiendra compte de :

- Investir et développer notre patrimoine, tout en fixant des priorités, en fonction des nécessités (nouvelles construction, rénovations, assainissement, etc.)
- Financer les investissements par les fonds propres (autofinancement)
- Maintenir la bonne qualité de notre patrimoine
- Gérer les finances communales afin de pouvoir faire face au développement démographique de la commune
- Rembourser les dettes selon notre capacité financière
- Gérer le ménage communal d'une manière équilibrée et de façon à pouvoir constituer, si possible, des réserves permettant de financer les investissements avec des fonds propres en évitant d'augmenter, dans la mesure du possible, les dettes
- Offrir à nos contribuables une situation financière saine, équilibrée et stable
- En tenant compte de ces éléments, on constate aisément que la « fixation » du taux d'imposition est une composante importante dans la structure financière, mais qu'**elle est surtout et essentiellement une décision politique.**

5 – Proposition pour le taux d'imposition communal

Si nous tenons compte des éléments suivants :

- Nous avons reçu début septembre la décision par l'Etat du solde de répartition de la facture sociale et de la péréquation pour l'année 2011 : cette plus-value par rapport au budget 2012 s'élève déjà à plus de Fr. 500'000.-
- Notre plan d'investissement pour la législature, qui a été accepté par le Conseil dans sa séance du 7 décembre 2011, prévoit un investissement annuel moyen d'environ deux millions, et notre autofinancement pour 2011 s'est élevé grosso modo à un million.
- La conjoncture, tous domaines économiques confondus, prévoit des indicateurs à tendance stable pour ne pas dire légèrement négative.

Toutes ces considérations ont convaincu la Municipalité de ne surtout pas envisager une baisse du taux d'imposition. Après mûre réflexion, en tenant compte des chiffres du budget provisoire 2013 et des investissements futurs, nous vous proposons malgré tout de ne pas l'augmenter et de maintenir le taux d'imposition pour l'année 2013 à 55 cts, sans changement par rapport à 2012.

Indépendamment des différentes bascules entre le Canton et les communes (sans conséquence pour le contribuable), le taux d'imposition de Genolier est stable depuis plusieurs années.

La Municipalité tient toutefois à rendre le Conseil Communal attentif au fait, qu'au vu des investissements prévus pour la législature, elle songe pour le futur à augmenter le taux d'imposition. Cependant, en considérant les éléments connus à ce jour, elle préfère maintenir le taux à 55 cts pour 2013, privilégiant ainsi, comme elle le fait depuis plusieurs années, une politique de stabilité.

6 – Autres taux de l'arrêté d'imposition

Les autres taux de l'arrêté d'imposition ne subiront aucun changement par rapport à 2012.

7 – Considérations particulières

Il est à noter que si notre commune adoptait sans modification de rester au taux actuel, l'arrêté d'imposition communal ne serait pas soumis à référendum communal.

9 - Conclusions

Au vu des éléments contenus dans ce préavis soumis à votre examen, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

Le Conseil communal de Genolier

- Vu le préavis N° 21/2012 relatif à l'arrêté d'imposition pour 2013
- Vu le rapport de la commission chargée de l'étude de cet objet
- Où les conclusions de la commission des finances chargée d'étudier cet objet
- Attendu que ce préavis a été régulièrement porté à l'ordre du jour

D é c i d e :

D'approuver l'arrêté communal d'imposition tel que proposé par la Municipalité soit :

- 1) de maintenir le taux d'imposition sur le revenu et sur la fortune à 55 cts
- 2) de laisser les autres impôts (voir annexe) inchangés.

Ainsi délibéré par la Municipalité dans sa séance du 25 septembre 2012, pour être soumis à l'approbation du Conseil Communal.

Au nom de la Municipalité :

La Syndique : F. Rattaz

la secrétaire : C. Deléderray



[Handwritten signatures of F. Rattaz and C. Deléderray over the official stamp]

Annexes : Arrêté d'imposition 2013

CONSEIL COMMUNAL DE GENOLIER
RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES

Objet : **Préavis no 21.2012**
Arrêté du taux d'imposition communal pour l'année 2013

Séances : 1 octobre 2012

Présents : Mme F. Rattaz, M. J. Zucchello ainsi que la Commission des finances au complet

La Commission des finances a entendu et analysé les explications données par Mme la Syndic Florence Rattaz et M. Jean Zucchello. Elle les remercie vivement pour leur disponibilité et la qualité des renseignements fournis.

La Municipalité propose de garder le même taux d'imposition qu'actuellement, soit **55 cts**, pour l'année 2013 sur le revenu des personnes physiques et morales, les autres impôts restant inchangés.

Nous constatons que les finances de la commune sont saines mais que la conjoncture actuelle doit nous faire prendre conscience que les années à venir peuvent s'avérer difficiles. Certaines charges non mentionnées dans le préavis vont impacter nos dépenses, la police va coûter 3.7 points d'impôts au total, soit 1,7 points supplémentaire que les 2 points initialement prévu par le canton (basculé) sans pour autant voir un seul kèpi dans notre commune. La Municipalité a donc décidé de renouveler le mandat de police de proximité avec les communes avoisinantes pour un montant de CHF 60'000.--. Autre incertitude, le financement du Conseil Régional de la région qui est remis en question et qui va certainement impacter notre budget.

Quand aux recettes extraordinaires, elles devraient être moins importantes que dans le passé, notamment en relation avec les règles restrictives mises en place par la FINMA au début de l'été qui a freiné brutalement toutes les ventes de biens immobilier par manque de fonds propres.

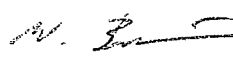
Fort de ces constatations, la Commission des finances est d'avis qu'il semble raisonnable de rester au taux d'imposition actuel pour l'année 2013.

Au vu de ce qui précède, la Commission des finances recommande au Conseil d'approuver l'arrêté communal d'imposition tel que proposé par la Municipalité, soit :

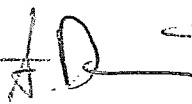
1. De maintenir le taux d'imposition sur le revenu et la fortune à 55 cts
2. De laisser les autres impôts inchangés.



F. Luthy
Rapporteur



W. Baumgartner



A. Darmon



J.-F. Vez

A. Von Wyl

A retourner en 4 exemplaires daté et signé
à la préfecture pour le.....

District de Nyon
Commune de Genolier

ARRETE D'IMPOSITION

pour l' année 2013

Le Conseil communal de Genolier

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (ci-après : LCom) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

arrête :

Article premier - Il sera perçu pendant 1 année, dès le 1er janvier 2013, les impôts suivants :

1 Impôt sur le revenu, impôt sur la fortune des personnes physiques, impôt spécial dû par les étrangers.

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 55 % (1)

2 Impôt sur le bénéfice et impôt sur le capital des personnes morales.

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 55 % (1)

3 Impôt minimum sur les recettes brutes et les capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise.

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 55 % (1)

4 Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées.

.....
.....

Pour-cent s'ajoutant à l'impôt sur le
revenu, le bénéfice et l'impôt minimum

néant

(1) Le pour-cent doit être le même pour ces impôts.

5 Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles.

Immeubles sis sur le territoire de la commune : par mille francs Frs. 1.--

Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art.20 LCom) :
par mille francs Néant

Sont exonérés :

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) les immeubles de l'Etat, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs;
- c) les immeubles des Eglises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).

6 Impôt personnel fixe.

De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier : néant

Sont exonérés :

- a) les personnes indigentes;
- b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
- c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

7 Droits de mutation, successions et donations

a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers :
par franc perçu par l'Etat 50 cts

b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1)

en ligne directe ascendante :	par franc perçu par l'Etat	Néant
en ligne directe descendante :	par franc perçu par l'Etat	Néant
en ligne collatérale :	par franc perçu par l'Etat	50 cts
entre non parents :	par franc perçu par l'Etat	50 cts

8 Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations (2).

par franc perçu par l'Etat 50 cts

9 Impôt sur les loyers.

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble.)

Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune pour-cent du loyer Néant

Les loyers non commerciaux bénéficient des défalcatons pour charges de famille suivantes :

.....
(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est plus éloigné.

(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles

10 **Impôt sur les divertissements.**

Sur le prix des entrées et des places payantes :

Néant
ou
Néant

Notamment pour :

- a) les concerts, conférences, expositions, représentations théatrales ou cinématographiques et autres manifestations musicales, artistiques ou littéraires;
- b) les manifestations sportives avec spectateurs;
- c) les bals, kermesses, dancings;
- d) les jeux à l'exclusion des sports.

Exceptions :

.....

10bis **Tombolas** (selon art.15 et 25 du règlement du 21 juin 1995 sur les loteries, tombolas et lotos) : Néant

Lotos (selon art.25 du règlement du 21 juin 1995 sur les loteries, tombolas et lotos): Néant

Limité à 6% : voir les instructions

11 **Impôt sur les chiens.**

(selon art.10 du règlement du 6 juillet 2005 concernant la perception de l'impôt sur les chiens.)

par franc perçu par l'Etat

Néant

ou par chien

Frs 50.--

Catégories :

.....Fr. ou

.....

.....cts

Exonérations : les bénéficiaires de prestations complémentaires sont exonérées de l'impôt communal sur les chiens sur présentation d'une attestation.

Article 2. - Il sera perçu pendant la période fixée à l'article premier, en centimes additionnels aux autres impôts cantonaux prévus par la loi annuelle d'impôt :

12 **Impôt sur les patentes de tabac.**

par franc perçu par l'Etat

50 cts

13 **Taxe sur la vente des boissons alcooliques**

par franc perçu par l'Etat

Néant

(selon art. 53a, 53e et 53i de la loi sur les auberges et débits de boissons LADB)

Taxe d'exploitation perçue auprès des titulaires d'autorisation simples de débits de boissons alcooliques à l'emporter.

Limité à 0.8% du chiffre d'affaires moyen : voir les instructions

Choix du système de perception

Article 3.- Les communes ont le choix entre percevoir elles-mêmes leurs taxes et impôts ou charger l'Administration cantonale de recouvrer ces éléments pour leur compte (art. 38 et 38 a de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, LCom).

Échéances

Article 4.- La loi (annuelle) sur l'impôt (RSV, parution FAO en décembre) prévoit à son article 11 les termes généraux d'échéance.

Païement - Intérêts de retard	Article 5. - La commune fixe le taux d' intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à 5% l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. A défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique (art. 12 al. 1)
Remises d'impôts	Article 6. - La municipalité peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts de retard, majorations, rappels d'impôts et amendes, lorsque le paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves.
Infractions	Article 7. - Les décisions prises en matière d'amendes pour l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice net, sur le capital et l'impôt minimum sont également valables pour l'impôt communal correspondant.
Soustractions d'impôts	Article 8. - Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre 2 fois (maximum huit fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustrait, indépendamment de celui-ci. Elles sont prononcées par la municipalité sous réserve de recours à la commission communale de recours.
Commission communale de recours	Article 9. - Les décisions prises en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, dans les 30 jours dès la notification du bordereau auprès de l'autorité qui a pris la décision attaquée, conformément à l'article 46 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux
Recours au Tribunal cantonal	Article 10. - La décision de la commission communale de recours peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal dans les 30 jours dès sa notification.
Païement des impôts sur les successions et donations par dation	Article 11.- Selon l'art. 1er de la loi du 27 septembre 2005 " <i>sur la dation en paiement d'impôts sur les successions et donations</i> " modifiant celle du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, la Commune peut accepter de manière exceptionnelle le paiement des impôts sur les successions et donations par dation selon les règles et procédures fixées par la loi cantonale du 27 septembre 2005.

Ainsi adopté par le Conseil communal dans sa séance du 29 octobre 2012

Le président :

le sceau :

Le secrétaire :

Approuvé par le Conseil d'Etat dans sa séance du

(voir copie de la décision et publication FAO annexées)